RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LÉGISLATIVES - 1re CIRCONSCRIPTION
12 - 19 MARS 1978 - LIMOGES - SAINT-LÉONARD

JEAN-PHILIPPE
PENICAUD

PARTI NATIONALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Journaliste et écrivain, né en 1935 à Saint-Sulpice-Laurière (87), il lance en 1956 le périodique « La Gazette du Centre » où il pourfend durement le résistantialisme, il fera notamment toute la lumière sur les crimes FTP du Dorat. Après avoir milité dans divers mouvements nationaux, dont Ordre Nouveau en 1972, il fondera le Parti Nationaliste Révolutionnaire qu'il dirige ; il est l'auteur de deux livres : « La révolution religieuse du National Catholicisme » (480 pages, 35 F) et « Demain... le Fascisme » (480 pages, 35 F) qui tracent la doctrine et le programme du PNR ; ces deux livres sont vendus dans les bonnes librairies de Limoges...

Suppléant : **Marcel ROUSSEAU**

Marcel ROUSSEAU : *membre du comité directeur du PNR, né à Limoges en 1908, militant nationaliste éprouvé n'ayant jamais varié dans ses convictions.*

ELECTRICES, ELECTEURS,

J'ai décidé, conformément à l'esprit de mon combat de toujours, d'être présent dans cette compétition comme j'ai été présent aux cantonales de 73 à Limoges-Carnot, de 76 à Limoges-Centre, comme j'ai été présent dans la tentative de sauvegarde de la Villa Bel-Air (annexe de Naugeat), contre la folie dévastatrice des féodalités technocratiques, comme j'ai été présent autrefois pour dénoncer par la voie de la presse les crimes du résistantialisme en Limousin.

Aujourd'hui les événements commencent à nous donner sérieusement raison, les politiciens républicains sont divisés, en proie au doute, le regard fixé constamment sur le sondimètre dans l'appréhension du retournement populaire qui les fera choir, le vide spirituel étend de plus en plus ses ravages, les figures honnies de la période d'Après-Guerre (je pense surtout à Hitler) réapparaissent en grand au firmament des vedettes, le mensonge résistantialiste ne résiste pas à l'épreuve des faits, la croyance en la république s'effondre dans le laxisme de la masse...

La démocratie libérale usée jusqu'à la corde est condamnée à mort, de son côté la démocratie socialiste n'est pas viable. Autrement dit, les deux termes de l'alternative : union de la gauche et majorité chiraco-giscardienne sont aussi mauvais l'un que l'autre. Obligatoirement une solution révolutionnaire s'impose, soit par la violence, soit par la voie légale si les politiciens républicains (ou la majorité d'entre eux), comme en 1940, comme en 1958, sous le poids de la catastrophe, sabordent la république.

Certes, je ne me fais pas d'illusions : bien que la majorité des gens ne croie plus en l'avenir de la démocratie libérale et bien qu'elle méprise ses politiciens républicains elle n'en continuera pas moins à leur manifester sa confiance dans les isoloirs.

Les nationaux (20 % du corps électoral) partagent en gros nos idées, ils le reconnaissent facilement dans la vie courante, ça ne leur coûte alors rien de faire en l'air des remarques de sagesse, mais dans l'isoloir (à l'exception d'une petite minorité d'entre eux), l'attrait pour la facilité l'emportera toujours sur la raison (toujours jusqu'à la catastrophe), ils sont pris aux tripes, comme les autres, dans les poisons et délices de la société de consommation libérale, au moment du vote le prix du redressement leur fait peur, le drogué fait corps avec sa drogue : « Oh ! ça durera bien encore quelque temps avec la république, si ces idées se réalisaient, qu'en serait-il de mes petites aises, de mes petites libertés ? la bagnole, le week-end ! On s'en est bien sorti d'autres fois avec le système D, on s'en sortira encore pareillement, on est le peuple le plus intelligent de la terre, on n'a pas de pétrole mais on a des idées ! »...

Demain la crise économique qui est permanente et structurelle va s'aggraver : renchérissement encore des matières premières, concurrence croissante des industries du Tiers Monde. La crise politique va apparaître : un gouvernement démocratique qui ne représente que 50 % du pays ne peut pas avoir d'autorité lorsque, d'une part, il n'y a pas de discipline en son sein (Marchais contre Mitterrand, Chirac contre Giscard), lorsque d'autre part, les autres 50 % sont en désaccord avec ses options fondamentales ; cette crise politico-économique est doublée d'une crise sociale latente qui s'ouvrira dramatiquement (avec la hausse du chômage) — sous la démocratie libérale — dès lors qu'un certain stade de détérioration de la machine de production sera atteint, elle aboutira inéluctablement à la crise financière — où aboutirait directement toute démocratie socialiste — laquelle signera la fin de la république.

Aujourd'hui les politiciens républicains sont conscients de la chose, et le mépris que leur adressent leurs électeurs est retourné : les politiciens commencent à s'inquiéter de l'apathie, de l'indifférence, de la veulerie du public, et les meilleurs parmi eux — le terme est très relatif — s'en indignent au point que, républicains d'origine formés dans une période où le peuple français était sain, ils en arrivent petit à petit à pencher vers la cause fasciste (combien sont proches de nos opinions, mais pour être élus doivent soigneusement le dissimuler ?), par rancœur contre un électorat qui les compromet et qui risque, dans un de ses revirements subits dont toute son histoire regorge, les désavouer et les rejeter au profit d'un dictateur grandi loin du sérail républicain et, aussi par crainte d'attentats — les visant eux et leur famille — se multipliant sous le régime de la république finissant, si bien qu'ils en viennent à souhaiter pour leur sécurité qu'enfin l'ordre règne ! Les politiciens républicains-leader se démarquent de plus en plus de l'idéologie républicaine en vertu de l'opposition croissante entre l'intelligence et la versatilité : ils savent bien que la démocratie républicaine est engagée irrémédiablement dans sa pente déclinante, ils savent bien que lorsqu'il n'y a plus de civisme dans un peuple la pratique de la démocratie y est impossible sans désordres, sans explosions d'anarchie, sans rebellions de forts intérêts particuliers, qui, finalement, discréditent complètement cette démocratie et l'amènent à sa ruine ; si à temps, ils ne se détachent pas de la démocratie, ils risquent de sombrer dans son discrédit, aussi, déjà, sur la pointe des pieds, se mettent-ils à quitter la démocratie et à accorder des gages de plus en plus nombreux à ses adversaires de manière à ce que lorsque ceux-ci triompheront, eux puissent tout de même figurer dans ce triomphe. C'est par là que périra la république, de la trahison de ses politiciens abandonnés moralement d'ores et déjà par leurs électeurs s'abîmant dans le libertinage, le laisser-aller vicieux et le masochisme qui leur fera admettre la poigne du dictateur avec délectation...

Toute idée de justice sociale durable passe obligatoirement par le respect souverain des valeurs à l'origine d'une civilisation sans laquelle il n'aurait pu y avoir le moindre bien-être. D'ailleurs tous les systèmes authentiquement socialistes célèbrent avant tout la collectivité nationale, le courage de ceux qui l'ont érigée et qui la défendent, la solidarité et le civisme que le culte de cette collectivité nationale inspire. Sans le nationalisme il ne peut pas y avoir de socialisme à l'abri de tous les revers de l'adversité, donc de socialisme solide. Regardez ce qui se passe en Russie et en Chine, ces pays sont des pays nationalistes !

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut plus maintenir son totalitarisme sur le peuple : héritière — usurpatrice — de la noblesse, elle a pu apparaître comme une aristocratie nouvelle représentant un certain nombre de valeurs nationales : effectivement, elle a excellé dans le culte de vertus mineures : le bourgeois est bon père de famille, il est bon époux, il est sobre, prude et économe, beaucoup de ses fils excellent dans le métier des armes et beaucoup de ses fils arrivent à des échelons élevés dans la hiérarchie ecclésiastique ; l'esprit bourgeois se trouve consacré par le patriotisme et par la religiosité, le peuple s'incline alors devant ces marques de supériorité et accepte le pouvoir bourgeois qui tient l'Armée et qui tient l'Eglise... Aux lendemains de la Libération, la bourgeoisie s'est complètement effondrée, reniant son règne de plus de cent cinquante ans, elle s'est couchée dans la reptilité d'une chienne aux pieds de « communards » triomphants alors que la veille même elle collaborait économiquement avec l'occupant en y trouvant son profit et ses aises, elle a sauvé ainsi ses biens mais elle a perdu son honneur définitivement ; après avoir suivi et célébré Pétain et incité le peuple à la suivre dans cette voie, elle s'est mise brusquement à encenser son contraire : de Gaulle, sa trahison a fait se dresser contre elle ses fils, aussi bien les fascistes que les gauchistes !

La bourgeoisie n'étant plus classe dominante (la bourgeoisie, à la Libération, a gardé son pouvoir économique et un pouvoir politique — dit défensif — en rapport avec la défense immédiate de ce pouvoir économique, elle a perdu petit à petit l'éducation nationale, la défense nationale, les affaires étrangères, la politique coloniale... noyautées par les progressistes résistantialistes) et étant consacrée dans sa déchéance, c'est une nouvelle classe qu'il faudra forger si l'on veut éviter l'anarchie, cette classe nouvelle sera issue du peuple et des classes moyennes, les meilleurs du peuple et les meilleurs des classes moyennes se rejoindront pour former cette aristocratie qui détiendra les leviers directionnels sous la conduite d'un dictateur issu de son sein, c'est là la voie fasciste...

La droite révolutionnaire veut une association réelle du peuple au gouvernement de la Nation en répudiation du pouvoir politique de la bourgeoisie projeté par son pouvoir économique initial laissé à peu près à lui-même par un gouvernement débile sans autre concurrence sérieuse que le pouvoir des syndicats subversifs antinationaux.

Tous les travailleurs dans l'Etat seraient syndiqués dans un même syndicat national intégré qui contrôlerait toute la vie économique du pays et dont les représentants auraient leur place dans tous les conseils d'administration et qui défendrait les droits de tous les travailleurs de toutes les catégories et de tous les échelons. La démocratie libérale a causé l'atomisation sociale du pays empêchant une prise de conscience nationale des citoyens portés à se replier exclusivement dans la défense de leurs intérêts particuliers catégoriels. Ainsi les féodalités financières et les féodalités technocratiques sont arrivées à les dominer avec la complicité des féodalités syndicalistes... Ces féodalités syndicalistes ont des pouvoirs régaliens dans la Nation mais toujours en respect des féodalités financières et des féodalités technocratiques éminemment antisociales, avec lesquelles elles tiennent à leur merci le gouvernement dans le cadre de la république bourgeoise. Aucune révolution socialiste en France ne pourra être faite sans la destruction des féodalités financières et des féodalités technocratiques, mais pour cela il faut terrasser la république bourgeoise qui les abrite, or, les syndicats C. G. T. C. F. D. T., F. O., etc. veulent la conservation de cette république bourgeoise, ils font ainsi œuvre antisocialiste : pour venir à bout des féodalités financières et des féodalités technocratiques l'instauration d'un Etat autoritaire socialiste est indispensable, la C. G. T., la C. F. D. T., F. O., etc. n'en veulent pas. Cependant en l'absence de révolution pouvant renverser le pouvoir économique de la bourgeoisie, comme en l'absence de résultats favorables décisivement à la gauche lors des élections, l'établissement d'un Etat autoritaire socialiste serait l'indispensable contrepoids au pouvoir économique de la bourgeoisie ; cet Etat garanti par son autoritarisme contre le retour des politiciens libéraux bourgeois réactionnaires — alors que Marchais et Mitterrand admettent l'alternance démocratique — *nationaliserait le crédit et les banques d'affaires, obligerait les sociétés anonymes de se transformer dans un certain délai en sociétés de personnes, nationaliserait les multinationales étrangères et les entreprises monopolistes, créerait un secteur étatisé doublant le secteur privé dans un certain nombre d'activités pour lesquelles il y a carence des entrepreneurs. Par ailleurs les institutions corporatiste et national-syndicaliste assu-*

reraient le moyen de contrôle démocratique du pouvoir économique de la bourgeoisie; bridé par l'Etat, bridé par le peuple, la bourgeoisie ne pourrait abuser de ses prérogatives...

La gauche désunie ne peut instaurer le socialisme. La bourgeoisie est pourrie mais elle opposera pour longtemps une forte résistance à toute tentative d'accaparement de ses avoirs, consciente qu'elle est de la nullité gestionnaire des hommes de gauche qui, dans le cadre de la république bourgeoise, rendraient très rapidement leur tablier devant la gabegie qu'ils auraient presque aussitôt créée, s'ils arrivaient au pouvoir. La grande ruse d'affaires de la bourgeoisie l'emportera sur la balourdise de la populace naïve au point de croire au bien-fondé des slogans simplistes des partis de gauche à la fois socialistes et républicains, comme si, dans ce pays où la majorité des gens est conservatrice au mauvais sens du mot, une démocratie socialiste était possible ! Vouloir respecter la république c'est évidemment respecter les féodalités financières et les féodalités technocratiques qui, à la première difficulté rencontrée par un gouvernement de gauche en appelleraient directement au peuple (surtout que leur homme-lige Giscard d'Estaing serait resté à l'Elysée) en prétextant des libertés individuelles bafouées, et ces féodalités disposent d'une grande partie de la presse et de moyens de chantage énormes, les Français que la gauche et le centre ont toujours conforté dans un individualisme bourgeois sourcilleux réagiraient défavorablement pour peu qu'ils se sentent lésés dans leur porte-monnaie !...

Pour l'instauration rapide d'un régime socialiste en France une transaction doit s'effectuer entre socialistes et capitalistes industriels nationaux. Seuls le haut capitalisme international et sa finance juive (comme toute autre finance) doivent être nationalisés tandis qu'aucune transaction ne peut s'opérer avec la république bourgeoise ! Les structures d'oppression des couches populaires avant tout se situent au niveau de l'organisation politique défensive du pouvoir économique de la bourgeoisie capitaliste ; si le capitalisme, d'une manière générale, est affaibli socialement par la déchéance de sa classe bourgeoise il est par contre renforcé techniquement par sa réussite économique reconnue par les Etats communistes de l'Est qui en profitent dans les accords commerciaux qu'ils ont passés avec l'Ouest. Pour longtemps s'il veut vivre, tout régime socialiste s'instaurant en pays d'Europe occidentale sera obligé d'admettre le système capitaliste national industriel en son sein. Ce n'est qu'à long terme, dans une compétition mondiale exclusive entre régimes libéro-capitalistes et régimes communistes que le communisme évincera le capitalisme ; en effet un régime — comme l'U. R. S. S. — dont le système politique est bon (en ce sens seulement qu'il s'agit d'une dictature nationaliste) et le système économique mauvais — en gros — l'emportera inexorablement sur un régime dont le système politique est mauvais (c'est la démocratie libérale) et le système économique bon — en gros — comme les U. S. A., il n'y faudra que du temps et de la patience ! Avant ce moment-là le communisme n'a aucune chance de l'emporter en Europe ; si la voie fasciste n'est pas choisie, la démocratie libérale réactionnaire a de beaux jours devant elle mais elle ira en se dégradant de plus en plus jusqu'à devenir invivable pour ses citoyens (les Italiens parvenus déjà à ce stade en savent quelque chose !).

La droite est réaliste alors que la gauche est à la poursuite d'une utopie, la droite examine froidement la réalité des choses : l'homme n'est pas fait pour jouir ; le bonheur n'est pas possible sur cette terre, trop de forces s'opposent à cela ; l'homme est fait pour servir, pour servir un idéal, ce qui lui apportera la satisfaction du devoir accompli et qui pourra lui permettre par-delà la mort une survivance chargée de l'intensité des sentiments qu'il aura conquis ici-bas ; c'était autrefois le rôle des religions d'enseigner ce bonheur, elles le faisaient, elles pouvaient le faire en accord avec la marque de grandeur d'une civilisation que cultivait l'Etat servant la Nation française, cette grandeur naturelle permettait de concevoir l'étendue d'une grandeur surnaturelle en prolongement de cette grandeur naturelle : s'il y a foi dans la destinée d'un peuple et s'il y a confiance dans l'avenir par la certitude d'une volonté collective capable de transporter les montagnes il peut y avoir foi en un dieu de puissance accueillant le témoignage de force de ce peuple et il peut y avoir espérance en l'Au-Delà, s'il y a solidarité au sein de la société, les liens nécessaires à l'accomplissement de la charité existent. En tuant toutes les valeurs naturelles de civilisation la démocratie républicaine a tué tout appel vers un surnaturel de sainteté ou de surhumanité. Comme l'a très bien dit Maurice Clavel : « La société moderne où nous vivons est étouffante de tout sentiment chrétien », son matérialisme et son individualisme poussés à l'extrême sont la négation de toute spiritualité. Aussi condamnons-nous farouchement l'attitude de l'église catholique officielle ralliée à la société libérale décadente qui la fera périr et avons-nous approuvé pleinement Monseigneur Lefèvre qui reste fidèle à l'esprit de l'église catholique de toujours en condamnant la révolution de 1789 et le libéralisme, le maintien de l'église catholique est au prix de la rébellion à l'encontre d'un pape hérésiarque impuissant. Cette église devra soutenir l'Etat légitime chrétien naturellement antirépublicain qui se réédifiera par la voie révolutionnaire. En revanche cet Etat légitime chrétien devra aider l'Eglise, lui rendre l'éducation religieuse dans les établissements publics et le domaine du mariage, accorder des salaires décents à ses clercs, tout de suite laisser des églises en nombre suffisant aux fidèles de Monseigneur Lefèvre, en somme rétablir le catholicisme comme religion d'Etat. A ce propos je tiens à souligner qu'il serait inadmissible que les partisans de Lefèvre (28 % environ des catholiques) continuassent à voter « centriste libéral » alors que l'idéologie libérale est condamnée solennellement par Lefèvre, aucun partisan de Lefèvre ne peut voter ou pour des candidats de gauche laïques antichrétiens ou pour des candidats de Giscard et de Chirac qui refusent de donner des églises à Lefèvre. Certains nous objecteront que Lefèvre est réactionnaire sur le plan social, nous répondons que ça n'a pas d'importance parce que Lefèvre n'est pas destiné à jouer un rôle politique... La France est une nation catholique, c'est son caractère, et ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra remplir sa mission civilisatrice de toujours, ce n'est qu'ainsi que son impérialisme sera — une fois l'Etat néo-nationaliste instauré — un impérialisme supérieur.

Le catholicisme traditionnel est assimilé dans l'idéologie politique de la Nouvelle Droite Révolutionnaire, la religion a pour objet de fortifier la morale naturelle sociale en l'associant à une transcendance...

L'unité française s'est contituée dans un objectif de grandeur, sa consécration a été la constitution de l'empire français de par le monde ; supprimez cet objectif de grandeur (ce que fait la république) et il n'y a plus d'unité française ; après la perte de notre empire, de notre province algérienne, c'est maintenant la Corse qui menace de faire sécession. Si la république arrive à se maintenir encore longtemps en France elle finira par être obligée d'accorder l'autonomie à la Corse — prélude à son indépendance — en vertu des mêmes raisons qui l'ont poussée à accorder l'indépendance à l'Algérie : la déconsidération de la république française pour ses faiblesses et ses lâchetés particulièrement sensible dans les populations allogènes. Après ce sera le tour de la Bretagne, puis le tour de l'Occitanie.

Pas plus que la république n'est capable d'accorder un statut particulier à ces provinces, elle n'est capable de faire l'Europe faute d'idéologie unificatrice, aussi doit-elle être renversée. Un même dictateur siégeant à Strasbourg doit diriger la France et l'Allemagne — nations différentes au point de départ, même nation au terme d'un siècle — ne constituant qu'une seule métropole d'empire (où s'incorporeraient la Belgique et la Hollande) unie par une race commune celto-germanique, une idéologie commune social-fasciste, une religion commune catholique, dominant le reste de l'Europe et recouvrant nos territoires d'Afrique perdus par la décomposition de la république — Toute puissance moderne à l'heure actuelle doit être propriétaire de ses sources énergétiques, de territoires suffisants pour l'organisation de sa défense, de débouchés pour ses produits. L'Eurafrique ainsi réalisée aurait la puissance économique et militaire de l'U. R. S. S. ou des U. S. A. Cela se fera, ou alors les Français comme les Allemands connaîtront les pires malheurs avant de subir l'invasion soviétique : le déséquilibre des forces militaires en Europe au bénéfice de l'Union Soviétique est flagrant : en un stade plus avancé de déclin de l'Europe de l'Ouest dans le repli des Américains sur eux-mêmes la tentation sera grande pour les Russes de venir mettre de l'ordre dans nos affaires comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie en 1968... !

Notre programme général est le suivant :

— *passation immédiate du S. M. I. C. à 2 400 F par mois ;*

— *retour aux 40 h généralisées sans diminution de salaires ;*

— *augmentation des allocations familiales* (égales pour tous : 600 F par enfant à charge, 1/4 du S. M. I. C. ;

— *minimum vieillesse et allocation pour handicapé fixé à 1 400 F par mois, par personne ;*

— *possibilité de prendre sa retraite à 60 ans avec 2/3 du dernier salaire ;*

— *fixation des cadences de travail par le syndicat des travailleurs propre à l'entreprise* (avec recours possible du patron devant le Tribunal du Travail) ;

— *octroi à tous les chômeurs d'au moins le minimum vieillesse ;*

— *unification et budgétisation des régimes d'assurances sociales ;*

— *réforme du financement de la S. S., suppression partielle immédiate de la cotisation patronale et remplacement par supplément d'impôts sur les gros revenus ;*

— *opposition à la création de tout impôt sur le capital, à tout impôt supplémentaire à charge des sociétés ;*

— *opposition aux nationalisations d'entreprises du capitalisme national industriel* (à l'exception de celles ayant un caractère de monopole) ;

— *échelle mobile des salaires généralisée ;*

— *création de l'Assurance-calamités agricoles totale au bénéfice des agriculteurs indemnisés à 100 % ;*

— *suppression de la taxe professionnelle pour les commerçants smicards ;*

— *net accroissement du budget de la défense nationale ;*

— *opposition à toute augmentation de salaires au-dessus de 3 500 francs pas mois* (si ce n'est en proportion de la hausse des prix) ;

— *forte augmentation du prix de l'essence, de la vignette, du tabac, des alcools de luxe...*

— *non-remboursement par la S. S. des frais d'avortement et de pilule anticonceptionnelle, création même d'un impôt moral à la charge des femmes qui se font avorter ;*

— *interdiction de l'avortement pour les femmes mariées ;*

— *cessation de la gabegie dans l'Administration ;*

— *lutte accrue contre la fraude fiscale et l'alcoolisme ;*

— *suppression de l'aide aux pays sous-développés absurde et ruineuse ;*

— *renvoi progressif des travailleurs immigrés nègres ou bicots* (non assimilés, non mariés avec des Françaises) *à l'exception de ceux des D. O. M. - T. O. M... ;*

— *interdiction de la circulation automobile dans le centre des villes, interdiction des transports routiers à longue distance* (devenant monopole de la S. N. C. F.) ;

— *revalorisation des transports en commun notamment par le rétablissement de maintes petites lignes et le retour de la 3e classe S. N. C. F. ;*

— *réouverture des maisons de Tolérance et création d'un lourd impôt sur leur tenue...*

Progressivement notre Mouvement s'étend à la France entière, des sections P. N. R. sont constituées dans plusieurs provinces, l'étranger commence à parler de nous.

Ces idées sont des idées d'avenir appelées à l'emporter en Europe. L'ordre naturel des choses violé, l'évolution, la fatalité, concourront à l'écroulement de la démocratie libérale bourgeoise pourrie, déjà fortement vacillante...

J.-Ph. PENICAUD.

• Pour le 2e tour, si je ne puis en être, je préconise l'abstention.

FABRÈGUE, St-YRIEIX - LIMOGES